



Dossier de presse

**Les engagements de Fairtrade/Max Havelaar France
pour un Coton et Textile équitable – Septembre 2021**

Contacts Presse

Aelya Noiret | 06 52 03 13 47 | a.noiret@etycom.fr

Anne-Lise François | 07 84 90 54 33 | a.francois@maxhavelaarfrance.org



FAIRTRADE
MAX HAVELAAR
FRANCE

Sommaire

Les enjeux de la filière coton	3
Les engagements Fairtrade/Max Havelaar sur la filière coton	7
Les engagements Fairtrade/Max Havelaar sur le secteur textile	15
Mobiliser pour transformer l'industrie textile	18



Les enjeux de la filière coton

Fibre reine de l'industrie textile, le coton fait vivre 350 millions de personnes à travers le monde, dont l'immense majorité vit dans des pays en développement ou émergents. De nombreux producteurs et travailleurs y souffrent d'une grande pauvreté, de conditions de travail difficiles et des conséquences d'une culture très polluante.

Aujourd'hui, **le coton représente près d'un quart des tissus fabriqués dans le monde**. En un demi-siècle, sa production mondiale **a plus que doublé** pour atteindre 26 millions de tonnes en 2018-2019. La Chine, les États-Unis, l'Inde, le Pakistan et le Brésil sont les principaux pays producteurs. Il est cultivé sur cinq continents, dans des conditions variables qui vont de la monoculture intensive à la culture traditionnelle dans des petites exploitations familiales. La Chine et les États-Unis, maintiennent le coût global

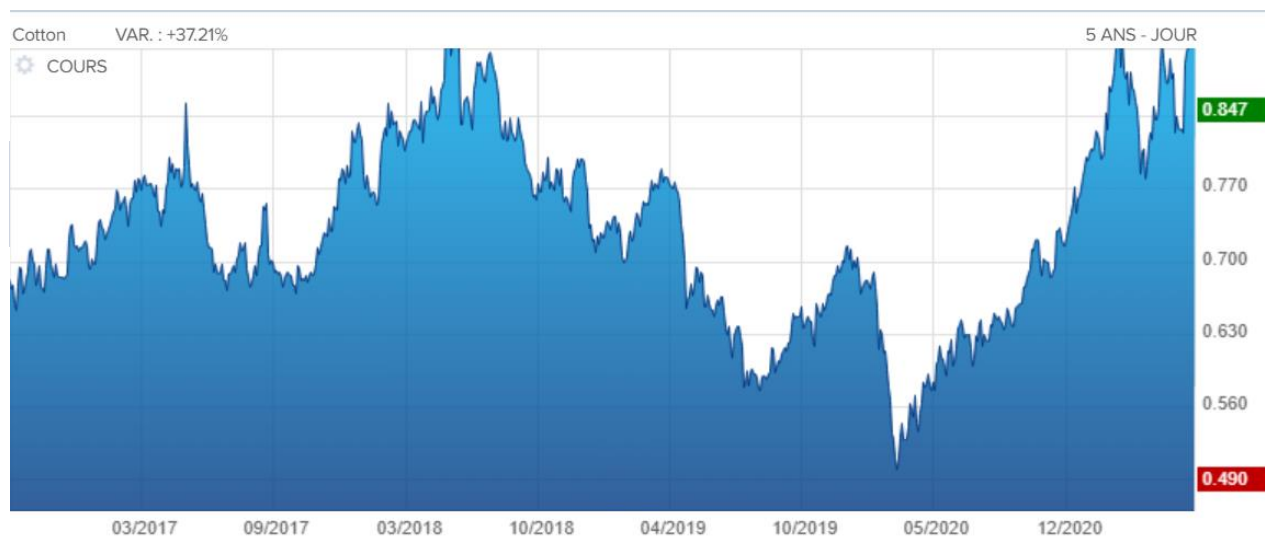
du coton à un niveau artificiellement bas par le biais d'importantes subventions. Cela met la pression sur les petits producteurs des pays dont les gouvernements n'ont pas cette possibilité. En Afrique et en Asie, des millions de petits producteurs et productrices, situés en début de la chaîne d'approvisionnement de la filière textile, sont très fragilisés. Les travailleurs et travailleuses de l'industrie textile souffrent quant à eux de conditions de travail très difficiles, voire indignes.

Des revenus insuffisants et incertains pour les petits producteurs de coton

Les prix du coton, trop bas, ne couvrent pas les coûts de production. Dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et centrale, le coton revêt une importance économique et sociale considérable. Au Mali, par exemple, sa culture fait vivre 4 millions de personnes et constitue la 1^{ère} source de recettes d'exportation du pays. Les producteurs et productrices y sont pourtant touchés de plein fouet par la baisse du prix du coton depuis les années 1970.

Les prix fluctuent au gré de l'offre des pays exportateurs et de la demande d'une puissante industrie textile, où le coton est concurrencé par des fibres synthétiques comme le polyester et le nylon. Dans ce contexte, il est impossible pour les petits cultivateurs de mettre en place des projets pour l'avenir.

Cours du coton - 2020 (1)



Les fortes subventions dont bénéficient les producteurs de certains pays grands fournisseurs de coton notamment aux États-Unis et en Chine, font subir aux petits producteurs des pays en développement une concurrence à armes inégales. L'exemple emblématique est celui des États-Unis : d'importantes aides publiques permettent de maintenir des niveaux

élevés de production et d'exporter le coton à un prix très compétitif, décorrélé des coûts de production qui sont pourtant les plus élevés du monde. Les petits producteurs au Sénégal ou en Inde sont dans l'impossibilité de tirer leur épingle du jeu malgré des coûts de production plus faibles.

Une dégradation préoccupante de l'environnement

Le coton est l'une des cultures les plus polluantes au monde en raison des grandes quantités d'eau nécessaire pour l'irrigation (excepté en Afrique où la majorité des cultures sont pluviales) et de produits chimiques qu'il requiert. Selon les experts de l'ONU, l'utilisation globale des **pesticides** provoque ainsi chaque année la mort de plus de 200 000 personnes. **Le coton OGM** concerne 76% de la production mondiale, rendant les producteurs dépendants

des semenciers. Soumis à une forte pression économique, les producteurs sont souvent tentés d'adopter des semences génétiquement modifiées avec la promesse d'un meilleur rendement.

Par ailleurs, on observe des **problèmes d'érosion et de baisse de fertilité des sols** causées par la monoculture, les techniques culturales ou encore l'utilisation de pesticides et engrais chimiques.

Des conditions de travail difficiles

Le travail des enfants est largement répandu à toutes les étapes de la transformation du coton :

- **La récolte des fleurs de coton demande une main d'œuvre importante**, notamment dans les pays en développement où elle se fait encore manuellement.

- **Dans les manufactures textiles**, pour maintenir une compétitivité et baisser le coût de la main d'œuvre, le travail des enfants est encore courant, notamment au Bangladesh

où le coût de la main d'œuvre est le moins élevé dans l'industrie textile.

Dans l'industrie du vêtement, les conditions de travail sont particulièrement éprouvantes et les journées très longues.

Les travailleuses et les travailleurs qui tentent de former des syndicats subissent menaces de mort et agressions physiques. *Human Right Watch* avait dénoncé dans un [rapport](#), en 2019, les violations du droit du travail au Pakistan.



Les engagements Fairtrade/Max Havelaar pour un coton équitable

Le commerce équitable Fairtrade/Max Havelaar apporte des réponses économiques, sociales et environnementales à ces enjeux.

Pour pouvoir bénéficier de la **certification** Fairtrade/Max Havelaar, les producteurs de petites exploitations familiales doivent **se regrouper en coopératives qui leur donnent plus de poids face au marché**. À travers elles, ils peuvent nouer des partenariats économiques directs et durables avec des industriels ou des marques.

La gestion démocratique et transparente des coopératives permet par ailleurs une **prise de conscience commune sur le développement social et environnemental** nécessaire au bien-être et à l'avenir des communautés.



Le prix minimum garanti

Les producteurs et productrices reçoivent pour leur récolte un prix minimum garanti, qui vise à couvrir les coûts de production et leur permettre de subvenir aux besoins de leur famille. Il est fixé par région de production et **par variété cultivée**, deux critères auxquels s'ajoute, en Inde, la longueur des fibres. Il agit comme un filet de sécurité quand les prix s'effondrent.

Bien sûr, **si les cours** du marché sont supérieurs au prix minimum garanti Fairtrade/Max Havelaar, les producteurs bénéficient du prix le plus élevé.

Le prix minimum applicable au coton bio est supérieur à celui payé pour le coton de culture conventionnelle.

La prime de développement

Il s'agit d'une somme d'argent supplémentaire, **versée en plus du prix d'achat du coton, destinée à financer des projets collectifs bénéficiant à l'ensemble de la communauté.**

Elle est versée par les acheteurs aux coopératives de producteurs qui décident démocratiquement de son utilisation en fonction de leurs besoins et de leurs priorités. Alors que de nombreux producteurs et productrices vivent et travaillent dans des zones enclavées, elle permet notamment de financer des infrastructures et services sociaux de base (eau potable, santé, éducation...), de mettre en place des pratiques agricoles durables ou encore d'investir dans des équipements pour améliorer la production ou la productivité.



En 2019, la prime versée aux producteurs de coton s'est élevée à 1,5 millions €, qui ont été investis notamment dans les services aux membres (complément de revenu, kits scolaires, visites médicales...)



« Avec la prime de développement, nous achetons des semences non OGM auprès d'une pépinière bio, nous équipons deux écoles publiques de matelas, de draps et de couvertures, et nous installons des panneaux solaires pour faire fonctionner un système d'irrigation » rapporte Kamalini Naik, dirigeante de l'une des douze coopératives regroupées sous la bannière de Chetna Organic une coopérative de producteurs de coton équitable en Inde ». [Le Monde](#), 2020

La réglementation des conditions de travail

Les cahiers des charges du label Fairtrade/Max Havelaar interdisent le travail des enfants et le travail forcé, conformément aux conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT). Les bénéfices du commerce équitable (prix plus justes, formations, investissements pour la scolarité des enfants...) améliorent également à long terme les conditions de vie des familles et de la communauté toute entière.



Le développement du commerce équitable montre que les mesures visant à améliorer les conditions de vie des familles des producteurs au moyen de prix plus justes et d'un meilleur accès à la scolarisation pour les enfants peuvent contribuer à éviter le travail d'enfants et à lutter contre la pauvreté, principale cause de ce fléau.

A woman with dark hair, wearing a teal sari with gold patterns and a purple bag, stands in a cotton field. She is smiling slightly and looking towards the camera. The background is filled with cotton plants and green foliage.

TÉMOIGNAGE

« Avant, nous vendions le coton sur le marché local. Depuis que nous sommes dans la coopérative, nous produisons un coton de meilleure qualité et nous obtenons un meilleur prix ».

« En étant au conseil d'administration, nous pouvons mettre en place des projets pour les femmes. Nous pouvons voyager pour aller rencontrer d'autres coopératives, pour échanger des bonnes pratiques ».

Kamalini Naik est productrice de coton et membre de la coopérative Bansadhara Organic. Chetna. Elle est la 1ère femme élue au conseil d'administration de la coopérative, depuis 2015.

Source : Fairtrade/Max Havelaar France, 2019

Les mesures de protection de l'environnement

Le label Fairtrade/Max Havelaar exige le respect de critères environnementaux stricts, destinés à préserver les ressources naturelles et protéger la santé des populations

Les **OGM et les substances chimiques dangereuses sont interdits.**

Les producteurs s'engagent à préserver les ressources naturelles notamment **en optimisant l'utilisation de l'eau.** Une prime supplémentaire encourage la production de **coton bio.**

De nombreuses coopératives font également le choix d'investir leur prime de développement pour mettre en œuvre des **pratiques agricoles plus durables**, s'inscrivant souvent dans un contexte de conversion à **l'agriculture biologique** : systèmes d'irrigation goutte à goutte ou micro-irrigation, banques de semences, fumures organiques..

« Le village a mis en place des conteneurs pour trier les déchets et a lancé un programme zéro plastique. Le plastique est collecté pour être ensuite revendu. La fabrication de compost a aussi été mise en place. Du matériel agricole mutualisé a pu être acheté par la coopérative.

Avant d'obtenir la certification, les agriculteurs de la région ne se préoccupaient pas de l'environnement et négociaient seuls avec les acheteurs. Aujourd'hui, nous négocions nos prix via des coopératives et nous faisons tout pour réduire notre impact sur la faune et la flore » .

Makaranda Sahhu, membre de Chetna une coopérative de production de coton labellisée Fairtrade/Max Havelaar, 2019.



55%
de la production de coton Fairtrade/Max Havelaar est biologique
(Soit 25 835 tonnes de coton biologique produites en 2019)

La filière coton Fairtrade/Max Havelaar (2019)



43 282 producteur.rice.s



20 coopératives certifiées



1,5 million €
de prime de développement
versée aux coopératives

46 973 tonnes
de coton-graine produites
(assez pour fabriquer plus de
41 millions de T-shirts)

10 265 tonnes
de coton-fibre vendues
aux conditions du commerce
équitable Fairtrade/Max
Havelaar

Le marché Français (2019)



Les agents de La Poste portent du Fairtrade/Max Havelaar

58 entreprises engagées
qui vendent en France

4,7 millions

de pièces en coton
Fairtrade/Max Havelaar
vendues en France

538 références
labelisées

Vêtements de travail, mode,
sous vêtements, linge de
maison, bagagerie, accessoires,
objets promotionnels, coton
hydrophile

+5,7%

de croissance de la filière
coton Fairtrade/Max
Havelaar en volume (entre
2019 et 2020)

Le secteur textile

Le 24 avril 2013 a eu lieu un drame sans précédent dans l'industrie textile avec l'effondrement du Rana Plaza au Bangladesh. Le drame qui a provoqué plus de 1 100 morts et 2 500 blessés a suscité des demandes de protection accrue. Depuis, des mouvements citoyens et des réglementations sont nés afin de mobiliser les acteurs publics et les consommateurs au changement. Toutefois, les violations des droits de l'homme et la dégradation de l'environnement restent encore courants dans l'industrie mondiale de la mode. Bon nombre d'ouvriers du textile doivent encore endurer des conditions de travail dangereuses et se contenter de maigres rémunérations.

Depuis 2020, les acteurs – des ouvrier.e.s aux marques, en passant par les fabricants – ont été très fortement impactés par la crise COVID et les mesures de confinement et ont augmenté la précarité des travailleurs et travailleuses du secteur : baisse sans précédent du chiffre d'affaires des marques, fermeture de nombreux points de vente, mais aussi annulation de commandes à la dernière minute sans compensation.



Les engagements Fairtrade/Max Havelaar pour un textile équitable

Les pays asiatiques sont le principal centre mondial de fabrication de textiles avec plus de 40 millions de personnes travaillant dans ce secteur.

Tandis qu'au départ, le mouvement Fairtrade œuvrait surtout à améliorer les conditions des producteurs de coton, en 2016, il a développé le Standard et le Programme Textile afin d'atteindre les individus à toutes les étapes de la chaîne de fabrication textile – de l'égrenage à la confection des vêtements.

Cette innovation pour le Textile offre aux entreprises la possibilité d'apporter des changements positifs à l'industrie du vêtement et du textile. Il vise à améliorer **les conditions de travail et à renforcer les droits des travailleurs du secteur textile de l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement.**

Ce standard, qui vient en sus de démarches de durabilité déjà existantes dans le secteur (recyclage du coton/textile dans une logique d'économie circulaire, approvisionnement en coton bio ou bio-équitable...), est un **outil d'engagement concret** et vérifié qui couvre les droits sociaux des ouvrières et ouvriers, dont la dureté des conditions de travail a été mise en lumière par le drame du Rana Plaza.



**FAIRTRADE
TEXTILE
PRODUCTION**

Ce nouveau Standard porte essentiellement sur les **conditions de travail, le salaire vital, la sécurité et les droits des travailleurs**. Il concerne le coton mais également d'autres fibres textiles durables. Il s'agit du **premier standard exigeant un salaire vital pour les travailleurs avec un délai contraignant** (6 ans), et qui impose aux marques d'être contractuellement responsables des pratiques d'achat à long terme, pratiques essentielles pour la mise en œuvre des augmentations de salaire.



Les principales garanties du standard Textile

Le standard textile concerne des organisations industrielles disposant d'une main d'oeuvre salariée (ouvrières et ouvriers) et couvre plusieurs critères sociaux visant à améliorer les conditions de travail dans le secteur (droits sociaux fondamentaux à respecter en conformité avec les conventions de l'Organisation internationale du Travail, sécurité des travailleur.se.s).

Pour les travailleur.se.s

- Un **salaire vital** dans un délai de 6 ans, basé sur des accords salariaux négociés par les syndicats locaux, des contrats de travail incluant des limitations sur les heures de travail ;
- **Participation et empowerment des travailleur.se.s**, notamment en matière d'association, de syndicalisation et de négociations, participation au sein d'un comité de conformité ;
- **Règles en matière de santé et sécurité au travail** (moyens de protection, réglementation de la manipulation de matières dangereuses, sécurité des bâtiments...), appliquées dès la 1ère année ;
- Une procédure spécifique de **règlement des conflits** (appui de la société civile locale aux travailleur.se.s en cas de conflit avec l'employeur) ;
- Dispositifs de **formations et renforcement des capacités** (éducation et accès aux droits).



Pour l'environnement et la santé humaine :

- **Usage réglementé et limité des produits chimiques**, protection des salarié.e.s ;
- Liste de substances dangereuses interdites (matériaux cancérigènes et/ou toxiques)

Le programme Fairtrade pour le textile

Afin d'accompagner les usines sur la voie de la certification, le **Programme Fairtrade** pour le textile a été mis en place. Des experts indépendants inspectent les usines pour **évaluer leur conformité avec le droit du travail, leurs exigences en matière de santé et de sécurité, leurs salaires, leurs mesures de sécurité sociale, la protection de l'environnement et leur productivité.**

Ils recommandent ensuite des mesures d'amélioration.

***Programme proposé en vue d'une certification au Standard Textile (ou proposé aux marques recherchant de meilleures conditions sociales dans leurs usines)**

Formations pour les travailleurs

Des programmes de formation pour les dirigeants et travailleurs dans le processus de certification sont organisés autour de **4 thèmes majeurs** ; **santé & sécurité, autonomisation des travailleurs, salaires décents, efficacité et augmentation de la productivité.**



Un programme textile innovant : déjà des résultats

93 formations (2016-2019)



29 USINES COUVERTES



3700 TRAVAILLEURS FORMES



30% REDUCTION DES COÛTS



REDUCTION DE L'ABSENTEISME



30% REDUCTION DES DEFAUTS



10-12% AUGMENTATION DE LA PRODUCTIVITE



6.3% REDUCTION HEURES SUPPLEMENTAIRES



27.5% AUGMENTATION DE LA SECURITE



20% REDUCTION DU GASPILLAGE



50% REDUCTION DES DECHETS DANGEREUX

Mobiliser pour transformer l'industrie textile

Aujourd'hui, Fairtrade/Max Havelaar France souhaite soutenir le déploiement du standard Textile et aller plus loin dans la mobilisation pour une industrie textile équitable. En 2021, dans un sondage inédit Opinion Way pour Max Havelaar France, [60% des Français](#) se disaient prêts à boycotter une marque qui ne produit pas de vêtements équitables. Les Français sont réceptifs à une mode plus durable et notre ONG souhaite mettre en lumière l'urgence sociale du secteur textile et apporter des solutions concrètes pour améliorer le revenu, les conditions de vie et de travail, de milliers de producteur.rices et ouvrière.s encore majoritairement victimes de précarité.



Le Standard Fairtrade pour le Textile a été sélectionné par le **Forum de Paris sur la Paix** en novembre 2020, parmi 850 projets. L'événement a réuni **50 chefs d'Etat et de gouvernement et 12 organisations internationales** et plus de 12 000 participants issus de 151 pays : représentants d'ONG, entreprises, associations, universités, think tank.

Pour en savoir plus, consultez le [communiqué de presse](#)

Il devient urgent de faire plus et mieux. A l'occasion de la Fashion Revolution 2021, **Max Havelaar France a lancé un appel à mobilisation pour un Pacte Mondial pour une Mode Équitable**, qui donne une feuille de route concrète à l'industrie et qui soit multipartite avec les ONG's, les experts, les entreprises et les pouvoirs publics. Ce pacte déploierait la promesse jamais tenue depuis le Rana Plaza d'une chaîne de valeur responsable. Les acteurs ont été invités à un webinaire le 20 avril 2021 en présence de parlementaires français et européen.

En effet, l'engagement unilatéral des entreprises n'est pas suffisant, il doit être encadré par les pouvoirs publics et les ONG pour éviter la valorisation de « passagers clandestins ». Ce Pacte permettra le déploiement conjoint de toutes les initiatives volontaires des entreprises.

« Le Fashion Pact lancé par Emmanuel Macron avec de très grandes entreprises en 2019 au G7 ne contenait pas de volet social et n'associait pas les organisations de la société civile. Les débats autour des lois Economie Circulaire et Climat ont évoqué l'impact environnemental majeur du secteur de la mode et la nécessité d'un affichage environnemental. Mais le dispositif est bancal : la dimension sociale est totalement ignorée. Or il est totalement inefficace et insoutenable, en 2021, de dissocier les enjeux environnementaux et sociaux », explique **Blaise Desbordes – DG de Max Havelaar France**



L'ONG Max Havelaar France, membre fondateur du mouvement international Fairtrade/Max Havelaar, agit pour un commerce équitable, respectueux des droits humains et de l'environnement. Avec le label Fairtrade/Max Havelaar, elle mobilise les entreprises, les consommateurs et les pouvoirs publics afin de transformer les pratiques et de soutenir les producteurs et travailleurs défavorisés. Elle sensibilise l'opinion publique et milite en faveur d'une économie mondiale éthique et responsable.

Association Max Havelaar France

Le Château Etic | 75 Allée des Parfumeurs | 92000 Nanterre

+33 (0)1 42 87 70 21 | info@maxhavelaarfrance.org